

Périmètres de protection des captages d'eau potable

Annexe 2 - Paiement des subventions

Pièces à fournir :

1. Acomptes :

- l'acte d'engagement du marché signé avec l'entreprise,
- la copie certifiée conforme de l'ordre de service portant la référence et le montant du marché,
- la lettre ou le bon de commande au fournisseur,
- les factures acquittées, indiquant le numéro et la date de mandat, justifiant de 50 % de réalisation de travaux,
- un état des dépenses attesté par le comptable public de la collectivité,
- la photographie du panneau de chantier avec le logotype du Conseil départemental.

2. Solde :

- le décompte définitif de l'entreprise et les factures acquittées, indiquant le numéro et la date de mandat (frais de maîtrise d'œuvre, de publicité, de reproduction, tests divers ...),
- l'état récapitulatif général des dépenses certifié conforme par le maître d'ouvrage avec la mention «pour solde de tout compte» et attesté par le comptable public de la collectivité,
- le plan de récolement des travaux exécutés (format papier et numérisé),
- le procès-verbal de réception des travaux,
- la photographie du panneau d'information en plexiglas 25 x 25 cm ou 12 x 12 cm implanté à demeure avec le logotype du Conseil départemental (le cas échéant).

Rajouter pour les travaux d'assainissement (station d'épuration) :

- la copie du rapport de contrôle d'exécution des travaux prévus au projet, rédigé par le maître d'œuvre.

Rajouter pour les travaux d'assainissement (réseaux) :

- la copie du rapport d'étanchéité des canalisations et du passage caméra.

Rajouter pour les travaux d'eau potable :

- le procès-verbal d'essai de pression.

Rajouter pour les études d'assainissement ou d'AEP (zonages, diagnostics) :

- les factures acquittées, avec le numéro et la date de mandat (bureau d'études pour les différentes phases, Commissaire-enquêteur, publicité, frais d'assistance),
- les rapports, conclusions et carte de zonage de l'étude,
- les conclusions du Commissaire-enquêteur (étude de zonage),
- la délibération du Conseil de la collectivité actant les conclusions de l'étude.

Rajouter pour les études et travaux en assainissement non collectif :

- une copie du courrier transmis par le SPANC informant les particuliers du résultat du diagnostic (ouvrage conforme/non conforme avec délai ou sans délai),
- le rapport de l'étude diagnostique des ouvrages existants,
- le document signé par le Président de la collectivité compétente ou le maire attestant de la conformité de l'assainissement non collectif après travaux (contrôle de réalisation).

Rajouter pour les études «périmètres de protection de captages» :

- l'avis de l'hydrogéologue agréé,
- la copie du rapport de consultation de la collectivité,
- l'arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique ,
- l'inscription, au service des Hypothèques, des servitudes et interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral.

Pour plus d'informations, voir le règlement financier du Conseil départemental.